



MARCHES PUBLICS de TRAVAUX

PROCEDURE ADAPTEE

(Article R. 2123-1 du Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018)

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Maître de l'ouvrage :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE de LIMOGES
2, avenue Martin Luther King
87042 LIMOGES CEDEX

Objet de la consultation

**RESTRUCTURATION DU SERVICE DE MEDECINE NUCLEAIRE – PHASES 2 A 6
DUPUYTREN 1 – 1^{ER} SOUS-SOL**

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
Préambule – Dispositions en matière de clause sociale d'insertion et d'emplois réservés	4
1.1 - OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR	4
1.2 - TRANCHES ET LOTS	4
1.3 - TRAVAUX INTERESSANT LA DÉFENSE	4
1.4 - CONTRÔLE DES PRIX DE REVIENT	5
1.5 - MAÎTRISE D'ŒUVRE	5
1.6 - CONTRÔLE TECHNIQUE AU SENS DE LA LOI 78.12 DU 4 JANVIER 1978 SUR LA RESPONSABILITÉ ET L'ASSURANCE-CONSTRUCTION	5
1.7 – MISSION DE COORDINATION S.S.I	5
1.8 - COORDONNATEUR DE SÉCURITÉ	5
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES	6
3.1 - RÉPARTITION DES PAIEMENTS	6
3.2 - TRANCHE OPTIONNELLE	6
3.3 - CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN RÉGIE	6
3.3.1 - Les prix du marché sont hors T.V.A.	6
3.3.2 - Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire.	6
3.3.3 - Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :	6
3.3.4 - Approvisionnements	7
3.4 - VARIATIONS DANS LES PRIX	7
3.4.1 - Prise en compte des variations des conditions économiques	7
3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché	7
3.4.3 – Modalités de révisions des prix	7
3.4.4 – Choix des index de référence en cas de révision	7
3.4.5 - Application de la taxe à valeur ajoutée	8
3.4.6 – Intérêts moratoires	8
3.5 - PAIEMENTS DES COTRITANTS ET DES SOUS-TRITANTS	8
3.5.1 - Désignation de sous-traitant en cours de marché	8
3.5.2 - Modalités de paiement direct	8
ARTICLE 4 - DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES	9
4.1 - DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	9
4.2 - PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	9
4.3 - PÉNALITÉS POUR RETARD	9
4.4 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	10
4.5 - DÉLAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS À L'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX	10
4.6 - RETENUES ou PÉNALITÉS APPLIQUÉES POUR INOBSERVATION D'UNE OBLIGATION CONCERNANT LA SANTÉ OU LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS	10
ARTICLE 5 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ	11
ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	11
6.1 - RETENUE DE GARANTIE	11
6.2 – AVANCE	12
ARTICLE 7 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX et PRODUITS	12
7.1 - PROVENANCES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	12
7.2 - MISE À DISPOSITION DE CARRIÈRES OU LIEUX D'EMPRUNT	12
7.3 - CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	13
7.4 - PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATÉRIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE	13
ARTICLE 8 - IMPLANTATION DES OUVRAGES	13

8.1 - PIQUETAGE GENERAL	13
8.2 - PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES	13
ARTICLE 9 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	13
9.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	13
9.2 - PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL	13
9.3 - MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	14
9.4 - ORGANISATION, MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	14
9.5 – CLAUSE SOCIALE D’INSERTION ET DE PROMOTION DE L’EMPLOI OBLIGATOIRE	15
ARTICLE 10 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	20
10.1 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	20
10.2 – RECEPTION	20
10.3 - MISE à DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGE	21
10.4 - DOCUMENTS FOURNIS A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX	21
10.5 - DELAIS DE GARANTIE	21
10.6 - GARANTIES PARTICULIERES	21
10.7 - ASSURANCES	21
ARTICLE 11 - NANTISSEMENT (Section V du code de la commande publique)	22
ARTICLE 12 – RESILIATION DU MARCHE ET INDEMNITE DE RESILIATION	22
ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE – LAICITE ET NEUTRALITE	22
13.1 - CONFIDENTIALITE	22
13.2 – LAICITE ET NEUTRALITE	23
ARTICLE 14 – CONFLITS D’INTERETS	23
ARTICLE 15 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (R.G.P.D.)	23
15.1 - DEFINITION ET INTERPRETATION	23
15.2 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES	24
ARTICLE 16 – DROIT ET LANGUE	25
ARTICLE 17 – LITIGES	25
ARTICLE 18 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	25

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Préambule – Dispositions en matière de clause sociale d'insertion et d'emplois réservés

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui visent la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et de lutte contre le chômage.

Cette clause s'applique aux lots 1, 6, 11 et 12 (cf article 9.5 du CCAP).

1.1 - OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux de restructuration du service de Médecine Nucléaire, hôpital Dupuytren 1, 1^{er} sous-sol, pour les phases 2 à 6.

Lieu(x) d'exécution : Hôpital DUPUYTREN 1, 1^{er} sous-sol.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront faites à la mairie de LIMOGES, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 - TRANCHES ET LOTS

La procédure est allotie en 13 lots dont :

- Lot 01 : Gros œuvre, flocage, purges non structurelles
- Lot 02 : Désamiantage, déplombage
- Lot 03 : Charpente ossature, bardage métallique, ITE
- Lot 04 : Etanchéité
- Lot 05 : Menuiseries extérieures aluminium
- Lot 06 : Plâtrerie, faux plafond, cloisons plombées, cloisons provisoires
- Lot 07 : Menuiseries intérieures
- Lot 08 : Portes automatiques
- Lot 09 : Peinture
- Lot 10 : Revêtement PVC murs et sols
- Lot 11 : Electricité CFO CFA SSI
- Lot 12 : Chauffage ventilation, plomberie
- Lot 13 : Fluides médicaux

Les caractéristiques techniques de l'ensemble des prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.3 - TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE

Sans objet.

1.4 - CONTROLE DES PRIX DE REVIENT

Sans objet.

1.5 - MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre sera assurée par la Direction des Constructions, de la Sécurité et du Patrimoine du CHU de Limoges.

La personne en charge de l'opération est Monsieur William JULY (Tél. : 05.55.05.60.64), conducteur d'opération. Il est assisté de Monsieur Maxence BALADIER (05.55.05.63.90), ingénieur responsable.

1.6 - CONTROLE TECHNIQUE AU SENS DE LA LOI 78.12 DU 4 JANVIER 1978 SUR LA RESPONSABILITE ET L'ASSURANCE-CONSTRUCTION

La présente opération sera soumise à une mission de contrôle technique assurée par le bureau APAVE. Les éléments de la mission sont les suivants : Hand-ERP, LE, LP, PSE, SEI et VIE.

1.7 – MISSION DE COORDINATION S.S.I

La présente opération sera soumise à une mission de coordination SSI assurée par le bureau d'étude INTECH, Monsieur BRAJOT.

1.8 - COORDONNATEUR DE SECURITE

La présente opération sera soumise à une mission de coordination SPS de catégorie 2 assurée par Monsieur Texier du bureau VERITAS CONSTRUCTION, technopole ESTER, 21 rue Columbia, 87068 LIMOGES.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES du MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe relative à une action d'insertion professionnelle à joindre pour les lots 1, 6, 11 et 12,
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) :
 - un pour le lot 1 avec ses 3 plans,
 - un pour les lots 2 à 10,
 - un pour le lot 11 avec ses 7 plans électriques,
 - un pour le lot 12 avec ses 10 plans,
 - un pour le lot 13 avec un plan,
- Les 9 dossiers de plans architecte et BET (Hobo pièces graphiques),
- Les 12 annexes (DAT diagnostic amiante et plomb, 5 documents PCR, mesures de précautions pour dépose des faux plafonds, phasage et flux, limites de prestation SCR et les 3 annexes hygiène),
- Les 7 plannings prévisionnels (un par phase et un global),
- Le PGC et ses 6 annexes,
- Le rapport initial de contrôle technique (RICT),

- Le cahier des charges fonctionnelles du SSI,
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 19 Janvier 2009 modifié par arrêté du 30 Mars 2021,
- Le Cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux (Annexe I : génie civil et annexe II : bâtiment) décret n° 96.420 du 10 mai 1996,
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales,
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation,
- L'offre technique et financière du titulaire.

Nota : Les pièces écrites et graphiques sont complémentaires sans prééminence des unes sur les autres. Les précisions et spécifications non portées aux pièces écrites mais inscrites sur les pièces graphiques ont même valeur que les pièces écrites et inversement. Les pièces graphiques architectes priment sur les pièces graphiques techniques en ce qui concerne la disposition et les caractéristiques dimensionnelles des locaux et toutes les dispositions architecturales. En cas de contradiction entre documents, les sujétions les plus contraignantes s'appliquent.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3.4.2 du présent C.C.A.P.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire du marché et à ses sous-traitants.

3.2 - TRANCHE OPTIONNELLE

Sans objet.

3.3 - CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN REGIE

3.3.1 - Les prix du marché sont hors T.V.A.

Les prix afférents au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1 du C.C.A.G.

3.3.2 - Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire.

3.3.3 - Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

Les acomptes mensuels seront présentés conformément à l'article 12 du CCAG-travaux. Le décompte générale est unique pour l'ensemble des travaux.

3.3.4 - Approvisionnements

Sans objet.

3.4 - VARIATIONS DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

3.4.1 - Prise en compte des variations des conditions économiques

Les prix sont **révisables**.

3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques connues à la date de remise des offres, soit **septembre 2025**. Ce mois est appelé "mois zéro".

3.4.3 – Modalités de révisions des prix

Les révisions de prix se feront selon la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n/I_0)$$

Dans laquelle :

- C_n est l'acompte du mois (n)
- I_n et I₀ sont les valeurs de l'index de référence du marché correspondant à chaque lot.
- I_n = au mois d'établissement de l'acompte
- I₀ = au mois d'établissement des prix (mois Mo)

Variations provisoires

Par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG travaux, il ne sera pas procédé à des révisions provisoires, le calcul de la révision interviendra dès la parution des indices définitifs.

3.4.4 – Choix des index de référence en cas de révision

Les index de référence pour la révision des prix sont les index « bâtiment BT ». Ils sont publiés au Bulletin Officiel du ministère de l'Équipement, des Transports et reproduits au Moniteur des Travaux Publics.

- | | |
|---|--------------------------|
| - Lot 1 : Gros œuvre, flocage, purges non structurelles | BT 03 |
| - Lot 2 : Désamiantage, plombage | BT 01 |
| - Lot 3 : Charpente, bardage métallique, ITE | BT 07 (50 %)+BT 49 (50%) |
| - Lot 4 : Etanchéité | BT 53 |
| - Lot 5 : Menuiseries extérieures aluminium | BT 43 |
| - Lot 6 : Plâtrerie, faux plafonds, cloisons plombées, cloisons provisoires | BT 08 |
| - Lot 7 : Menuiseries intérieures | BT 18A |
| - Lot 8 : Portes automatiques | BT 43 |
| - Lot 9 : Peinture | BT 46 |
| - Lot 10 : Revêtements PVC murs et sols | BT 10 |
| - Lot 11 : Electricité CFO CFA SSI | BT 47 |
| - Lot 12 : Chauffage ventilation, plomberie | BT 41 (60%) +BT 38 (40%) |
| - Lot 13 : Fluides médicaux | BT 38 |

3.4.5 - Application de la taxe à valeur ajoutée

Le montant du marché est calculé par application du taux de T.V.A. en vigueur. Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée pourra évoluer en cours de marché en fonction des modifications législatives ou réglementaires. En conséquence, le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du paiement de la facture.

3.4.6 – Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais donne lieu au paiement d'intérêts moratoires (articles 7 et suivants du décret n° 2013-269). Le taux applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Outre le paiement d'intérêts, une indemnité forfaitaire de 40 euros correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

3.5 - PAIEMENTS DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

3.5.1 - Désignation de sous-traitant en cours de marché

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6 du CCAG-travaux.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés public,
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Le titulaire doit prouver que le paiement direct de ce sous-traitant sera possible en produisant :

- soit l'exemplaire unique du marché,
- soit une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement certifiant que le montant de cette cession ou de ce nantissement ne remet pas en cause la possibilité de payer le sous-traitant,
- soit une mainlevée du cessionnaire ou du titulaire du nantissement permettant de régler le sous-traitant.

3.5.2 - Modalités de paiement direct

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et au paiement des sous-traitants doivent être établies dans la même unité monétaire de compte que celle du titulaire du marché.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux relatifs au marché de base seront réalisés en six phases dans un délai de 106 semaines, dont 4 semaines de préparation, à compter de la date fixée par ordre de service. Les phases seront décomposées comme suit :

- phase 2a : le délai d'exécution est de 16 semaines dont 4 semaines de préparation,
- phase 2b : le délai d'exécution est de 24 semaines,
- phase 3 : le délai d'exécution est de 16 semaines,
- phase 4 : le délai d'exécution est de 18 semaines,
- phase 5 : le délai d'exécution est de 18 semaines,
- phase 6 : le délai d'exécution est de 14 semaines.

Chaque phase fera l'objet d'un ordre de service et d'une réception.

Des interventions spécifiques pourront éventuellement avoir lieu le week-end et le soir en fonction de l'organisation du service.

4.2 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

L'article 18 du CCAG-travaux fixe les conditions selon lesquelles le délai d'exécution pourrait faire l'objet d'une prolongation.

Lorsque des circonstances extérieures rendent impossible le respect des délais d'exécution, ces derniers peuvent être suspendus ou prolongés sans pénalité si le titulaire du marché apporte la preuve de ses difficultés d'approvisionnement.

4.3 - PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G, l'entrepreneur subira par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité de 250 € HT (deux cent cinquante euros hors taxes) après mise en demeure préalable dans les conditions de l'article 19.2.4 du C.C.A.G.

En cas de force majeure démontrée, le titulaire sera exonéré des pénalités.

Par jour calendaire de retard dans la remise des documents visés aux articles 29.1 et 40 du C.C.A.G., une pénalité de 200 € H.T. (deux cents euros hors taxes) sera appliquée en dérogeant aux dispositions de l'article 19.3 du C.C.A.G.

Par dérogation à la liste exhaustive de l'article 19 du C.C.A.G Travaux concernant les pénalités, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

- Une pénalité de 3 000 € HT (trois mille euros hors taxes) pour non-respect d'une procédure identifiée à risque ou pour coupure de courant non programmée,
- En cas d'absence non justifiée à un rendez-vous de chantier, dûment convoqué par le maître d'œuvre, une pénalité de 200 € H.T. (deux cents euros hors taxes) par absence,
- Par retard dans l'installation ou le repliement de chantier, nettoyage compris par jour calendaire 500 € HT (cinq cents euros hors taxes),
- Pour nuisance sonore au-delà de la limite prescrite par la réglementation, pour chaque infraction constatée et par jour calendaire (en sus des amendes légales auxquelles l'entrepreneur s'expose en ne respectant pas la réglementation) : 300 € HT (trois cents euros hors taxes),

- Pour infraction aux règles d'hygiène et de sécurité, une pénalité de 1 000 € HT (mille euros hors taxes),
- Retard dans le nettoyage du chantier et des voies d'accès au chantier : par jour calendaire, une pénalité de 300 € HT (trois cents euros hors taxes),
- Stationnement en dehors des zones autorisées : par infraction 100 € HT (cent euros hors taxes),
- Défaut d'évacuation des gravats affectée à un lot de travaux : par infraction 300 € HT (trois cents euros hors taxes),
- Pénalité pour non déclaration d'un sous-traitant : Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les dispositions relatives à la sous-traitance, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 2 500 € HT (deux mille cinq cents euros hors taxes) par irrégularité constatée. Le personnel du sous-traitant concerné sera immédiatement exclu du chantier,
- Pénalité pour non-respect des conditions de paiement d'un sous-traitant : 5 000 € HT (cinq mille euros hors taxes) pour non régularisation d'une déclaration de sous-traitance sous un mois, renouvelable et 2 500 € HT (deux mille cinq cents euros hors taxes) pour chaque état d'acompte non conforme,
- Pénalité pour retard dans les levées de réserves : si certaines réserves ne sont pas levées dans le délai imparti, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 500 € HT (cinq cents euros hors taxes) par jour calendaire de retard.

L'ensemble des pénalités est dû dès le premier jour de retard.

Par dérogation aux articles 19.2.1, les pénalités s'appliquent quel que soient leurs montants dans la limite de 10 % du montant total du marché.

4.4 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Conformément au C.C.T.P.

4.5 - DELAIS ET RETENUES POUR REMISE des DOCUMENTS FOURNIS A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir à l'achèvement des travaux, conformément à l'article 40.1 du C.C.A.G., une retenue égale à 200 € H.T. (deux cents euros hors taxes) sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur le cas échéant.

4.6 - RETENUES ou PENALITES APPLIQUEES POUR INOBSERVATION D'UNE OBLIGATION CONCERNANT LA SANTE OU LA SECURITE DES TRAVAILLEURS

En cas d'inobservation par l'entreprise ou son sous-traitant d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs et après mise en demeure de l'entrepreneur par ordre de service prescrivant le délai laissé au titulaire pour se mettre en conformité, une retenue égale à 450 € H.T. (quatre cent cinquante euros hors taxes) sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Si l'entrepreneur ne s'est pas conformé à la mise en demeure dans le délai prescrit par l'ordre de service, cette retenue sera transformée en pénalité sans préjudice du recours éventuel du maître de l'ouvrage auprès des organismes ou administrations de contrôle.

ARTICLE 5 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ

Conformément à l'article L.2194-1 du Code de la Commande Publique, un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire (articles R.2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique), lorsque :

- 1° Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- 2° Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- 3° Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- 4° Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché;
- 5° Les modifications ne sont pas substantielles ;
- 6° Les modifications sont de faible montant.

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou, lorsqu'il s'agit d'un contrat administratif, par l'acheteur unilatéralement, de telles modifications ne peuvent changer la nature globale du marché.

En terme de modifications de marché portant sur la réalisation de travaux supplémentaires ou en moins, ces modifications seront notifiées au titulaire par ordre de service. Un avenant de régularisation sera établi au plus tard à la réception des travaux.

ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**6.1 - RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie égale à 5 % du montant T.T.C. de chaque acompte et du solde.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande établie selon le modèle fixé par l'arrêté du 3 janvier 2005 du ministre chargé de l'économie des finances et de l'industrie.

Si le titulaire retient cette option, la garantie à première demande sera fournie au plus tard à la présentation de la première situation de travaux.

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements mentionné à l'article L 612-1 du code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée, ou la garantie à première demande est libérée au plus tard un mois **après l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.**

Si le titulaire choisit de fournir une garantie à première demande en début de marché, il adoptera le même choix pour garantir les travaux supplémentaires qui pourraient faire l'objet d'avenant en cours d'exécution de marché.

6.2 – AVANCE

Conformément à l'option B de l'article B.10.1 du C.C.A.G., une avance remboursable est accordée aux titulaires des marchés conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-12 et R. 2191-13 du Code de la commande publique, lorsque le montant initial du marché ou la tranche ou le bon de commande est supérieur à 50.000 € H.T. et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le soumissionnaire au marché est tenu d'informer le C.H.U. de Limoges s'il renonce ou pas au bénéfice de l'avance. Pour cela, il est nécessaire de remplir en page 3 de l'imprimé ATTRI1 : « ACTE D'ENGAGEMENT », le point B4 - Engagement du candidat.

Le montant de l'avance est déterminé comme suit :

- Si le délai d'exécution est inférieur à 12 MOIS l'avance est égale à 5 % du montant initial toutes taxes comprises de la tranche affirmée,
- Si le délai d'exécution est supérieur à 12 MOIS l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial de la tranche affirmée divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Son remboursement est effectué dans les conditions prévues à l'article R. 2191-14 du Code de la commande publique.

Il est demandé au titulaire ou au sous-traitant qui en bénéficie la constitution d'une garantie à première demande pour tout remboursement de l'avance. Ainsi, l'avance ne peut être versée qu'après réception par le CHU de ladite garantie à première demande, fait générateur déclencheur du délai global de son paiement.

L'avance n'est ni actualisable ni révisable, quelle que soit la forme du prix du marché.

ARTICLE 7 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX et PRODUITS

7.1 - PROVENANCES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les C.C.T.P. fixent la provenance des matériaux, produits et composants dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

7.2 - MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT

Sans objet.

7.3 - CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

7.3.1 - Les C.C.T.P. définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualité des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualités sont exécutées par le maître d'œuvre.

7.3.2 - Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

7.4 - PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

Sans objet.

ARTICLE 8 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

8.1 - PIQUETAGE GENERAL

Sans objet.

8.2 - PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

Sans objet.

ARTICLE 9 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

9.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

9.1.1 – Période de préparation

Le planning prévoit une période de préparation de 4 semaines pour l'ensemble des phases dès la première phase.

9.1.2 - Programme d'exécution

Le programme d'exécution se déroulera en fonction du planning définitif.

9.2 - PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL

Conformément aux C.C.T.P.

9.3 - MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employé sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

« Le titulaire doit remettre une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France. »

9.4 - ORGANISATION, MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE

L'opération de travaux est soumise à une mission de coordination SPS de catégorie 2. En application de l'article R 4511-3 du code du travail relatif aux chantiers non clos, ni indépendants, l'opération de travaux est soumise à l'établissement d'un plan de prévention (article R 4512-6 et suivants du code du travail).

Principes généraux :

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur S.P.S.".

Autorité du coordonnateur S.P.S. :

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Moyens donnés au coordonnateur S.P.S. :

1 - Libre accès du coordonnateur S.P.S. :

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2 - Obligations du titulaire :

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- Les PPSPS ou plan de prévention,
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang.

Il tient à sa disposition leurs contrats,

- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur,
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993.

Les dispositions réglementaires imposées par le code du travail pour chaque corps d'état doivent être respectées.

9.5 – CLAUSE SOCIALE D'INSERTION ET DE PROMOTION DE L'EMPLOI OBLIGATOIRE

9.5.1 - Les conditions de réalisation

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui visent la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et de lutte contre le chômage.

Cette clause est applicable aux lots identifiés ci-dessous :

Lot	Désignation	Insertion professionnelle Engagement minimum
01	GROS OEUVRE	140 heures
06	PLATRERIE FAUX PLAFOND	280 heures
11	ELECTRICITE CFO CFA	210 heures
12	CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE	280 heures

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots devra réaliser durant toute la durée d'exécution du marché une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cela consistera à réserver au public visé au présent article le **nombre d'heures prévues sur le lot**.

La clause sociale d'insertion obligatoire peut être réalisée par le ou les titulaire(s) et/ou par son (ou ses) sous ou cotraitant(s). Dans ce cas, l'objectif d'heures d'insertion peut être réparti au prorata du montant de la part d'activité. Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion, il reste responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information. Les pénalités sont supportées par le titulaire.

9.5.2 - Les publics visés

L'objectif est de procéder à des recrutements à l'occasion de l'obtention du marché.

Les candidats peuvent être proposés par l'Unité Clauses Sociales ou repérés par l'entreprise.

Dans ce dernier cas, cette dernière devra présenter tous les éléments permettant de justifier de la situation de la personne au moment de son embauche qui devra s'effectuer dans les dates d'exécution du marché.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature aura été validé dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Les personnes concernées par cette action seront :

- Des Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription à France Travail), sans activité ou en activité partielle,
- Des jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois, s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Des jeunes en suivi renforcé type PACEA ou Service Militaire Volontaire ou en sortie garantie jeune,
- Des personnes ayant le statut de réfugié, sur avis motivé d'un prescripteur,
- Des bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi,
- Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ou de l'Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI),
- Les publics reconnus Travailleurs Handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Les publics seniors de plus de 50 ans demandeurs d'emploi ayant au moins 6 mois d'inactivité,
- Les personnes résidant en Quartiers Prioritaires Politique de la Ville éloignées de l'emploi,
- Les personnes prises en charge par les dispositifs de l'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, les personnes prises en charge par les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ...

En outre, l'unité clauses sociales d'insertion peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales ou des Maisons Départementales pour des personnes handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, conformément à l'article 9.5.3 du présent CCAP.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché, un temps de travail nécessaire à la production des prestations des lots.

Durée de valorisation : une personne recrutée à l'occasion d'une clause sociale reste éligible durant 24 mois minimum et durant cette période, son temps de travail pourra être valorisé en réponse aux objectifs d'insertion.

Si la personne est recrutée en alternance, le temps de travail et de formation sera comptabilisé en réponse aux objectifs d'insertion.

Dans le cas où une personne recrutée à l'occasion d'un marché intégrant une clause sociale voit son contrat transformé en CDI, elle sera valorisable au titre d'obligations d'heures d'insertion pendant 12 mois supplémentaires.

En tout état de cause, la durée globale de valorisation ne pourra excéder 36 mois.

9.5.3 - Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du lot à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

➤ **1^{ère} modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec des structures inclusives. Les coordonnées de ces structures répondant à ces caractéristiques peuvent être communiquées par l'Unité clauses sociales ou sont accessibles sur le moteur de recherche de la Plateforme de l'inclusion : <https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>

➤ **2^{ème} modalité** : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)
- D'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire, (EATT)
- D'une Association Intermédiaire (AI),
- D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).

➤ **3^{ème} modalité** : l'embauche directe dans l'entreprise titulaire du marché (CDD, CDI, alternance, ...).

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces propositions ou une combinaison de celles-ci.

9.5.4 - Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, Limoges Métropole – Communauté urbaine a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement qui peut être sollicitée en prenant l'attache des facilitatrices des clauses sociales :

Limoges Métropole - Communauté urbaine
Direction de la politique de la ville, de l'emploi et du développement social
Unité Clauses Sociales
19, rue Bernard Palissy
CS 10001 - 87031 LIMOGES cedex 1
Tél : 05 55 45 78 04

Mail : insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr

Facilitatrices : **Véronique THALAMY / Johanna NIVARD / Hortense DUGAY / Anne-Cécile FALL**

De son côté, le titulaire désigne un interlocuteur dont l'identité sera transmise au dispositif d'accompagnement.

Protection des données par Limoges Métropole :

Le titulaire est informé que les données collectées seront traitées, par Limoges Métropole, dans le logiciel ABC Clause (développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Ville Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL).

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous les partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. Limoges Métropole est responsable du traitement des données collectées. Ces données personnelles sont : le nom de la structure, son numéro de SIRET et les coordonnées de l'interlocuteur.

La finalité de ce traitement est la mise en œuvre des clauses sociales au profit des publics en insertion. Les clauses sociales constituent un levier dans la mise en œuvre d'un parcours vers l'insertion durable des personnes éloignées de l'emploi.

Toute réutilisation des données sera conditionnée au respect de ces finalités, ou en poursuivant des finalités compatibles. Les données personnelles collectées font l'objet de fiches d'orientation et de fiches de positionnement qui pourront être transmises aux organismes suivants, dans la seule finalité de poursuivre les objectifs de la clause sociale :

- Maîtres d'ouvrage,
- Entreprises,
- Organismes de formation,
- Acteurs du service public de l'emploi,
- Structures d'Insertion par l'Activité Economique.

La collecte des données personnelles n'excède pas ce qui est strictement nécessaire à ces finalités. Limoges Métropole n'intègre à son traitement de données personnelles que les informations susceptibles de guider les organismes d'insertion dans l'accompagnement des personnes.

Les données personnelles collectées seront conservées 10 ans. Au-delà de cette durée, les données seront détruites.

Conformément au Règlement général de protection des données personnelles (Règlement de l'Union européenne n°2019/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), le titulaire peut exercer à tout moment un droit d'accès sur les données personnelles concernées et obtenir une copie gratuite des données collectées.

Le titulaire peut également, à tout moment et sans justification, exercer un droit de rectification ou d'effacement des données.

Toutes les demandes concernant le présent traitement de données personnelles sont à adresser l'unité clauses sociales, au 05.55.45.29.86 ou 05.55.45.78.95 ou 05.55.45.78.93 ou 05.55.45.78.04 ou insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr

Confidentialité des données personnelles fournies au titulaire :

Pour sa part, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures, nécessaires et suffisantes, pour garantir la confidentialité et la sécurité des données concernant le dispositif d'accompagnement.

Le titulaire du marché s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter :

- Veiller à ce que son personnel et le personnel des sociétés sous-traitantes soient strictement tenus à des devoirs de secret professionnel,
- Ne pas divulguer ces données sous quelque forme que ce soit à des tiers non habilités, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

En général, ces informations (quelle qu'en soit la forme) ne peuvent sans autorisation écrite du Pouvoir adjudicateur être communiquées à des tiers.

9.5.5 - Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé par tous moyens au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A cet effet, le titulaire fournit aux facilitatrices :

- Préalablement à toute embauche d'un(e) candidat(e) identifié par ses soins : une fiche d'identification, un Cv récent, tous les éléments permettant de justifier de sa situation au regard de l'emploi,
- Avant le 15 de chaque mois, tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé,) et tous documents (pointage des heures, copies des contrats de travail, fiches de positionnement) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale d'insertion et son évaluation.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité prévue à l'article 9.5.6 du CCAP.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause sociale à l'ordre du jour d'une réunion de suivi de l'exécution de la prestation.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance à un opérateur d'insertion, les heures d'insertion ne seront comptabilisées qu'à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur mentionné à l'article **9.5.4** du CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés :

- Comportant une clause sociale d'insertion
- S'exécutant dans le même délai d'exécution
- S'effectuant dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par l'unité clauses sociales mentionnée à l'article **9.5.4** du CCAP aux conditions suivantes :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il doit informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec AR avec copie au dispositif d'accompagnement. Dans ce cas, l'unité clauses sociales étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la suspension ou l'annulation partielle ou totale de la clause sociale est subordonnée à la communication d'une copie de ces documents afférents à ces difficultés transmis à la DDETSPP ou au juge.

A l'issue de l'exécution du marché, il est procédé de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché conformément à l'article 12 du présent C.C.A.P.

9.5.6 - Les pénalités relatives à l'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion et dont la responsabilité est imputable à l'entreprise attributaire, il sera appliqué une pénalité égale à 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission par l'entreprise des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, il sera appliqué une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 10 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

10.1 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Conformément aux C.C.T.P.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau,
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

10.2 – RECEPTION

Les travaux feront l'objet d'une réception par phase dans les conditions fixées aux articles 41 et 42 du CCAG-travaux.

L'entrepreneur avise à la fois la personne responsable du marché et le maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Au même moment qu'il demande la réception des travaux, le titulaire transmet tous les DOE et documents nécessaires à l'établissement du DIUO.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-travaux, le maître d'œuvre procède, l'entrepreneur ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai de 15 jours à compter de la date indiquée par l'entrepreneur pour l'achèvement des travaux.

Si la réception des travaux est prononcée avec réserves, le titulaire disposera d'un délai de 3 semaines pour y remédier.

Par dérogation à l'art 12.3.2 du CCAG-travaux, le titulaire transmettra son projet de décompte final après signature du procès-verbal de levée des réserves.

Par dérogation à l'article 12.4.4 au CCAG-travaux, le silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà du délai de 10 jours qui lui est laissé pour notifier au titulaire le décompte général ne vaut pas accord tacite. Ainsi, le projet de décompte général transmis par le titulaire ne devient pas décompte général et définitif en l'absence de notification du décompte général par le pouvoir adjudicateur dans les 10 jours à compter de sa réception.

10.3 - MISE à DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGE

Sans objet.

10.4 - DOCUMENTS FOURNIS A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Les modalités de présentation des documents à fournir à l'achèvement des travaux seront conformes aux stipulations de l'article 40 du CCAG-travaux.

Les documents à fournir sont précisés aux C.C.T.P.

Les DOE et DIUO (dossier d'interventions ultérieures sur ouvrage) sont exigés à la réception des travaux.

10.5 - DELAIS DE GARANTIE

Conformément à l'article 44.1 et 44.2 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie de parfait achèvement court à compter de la date d'effet de chaque réception partielle.

10.6 - GARANTIES PARTICULIERES

Conformément aux C.C.T.P.

10.7 - ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil,

- d'une garantie décennale au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

ARTICLE 11 - NANTISSEMENT (Section V du code de la commande publique)

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 du code de la commande publique, le titulaire peut affecter son contrat en nantissement.

L'exemplaire « unique » (ou certificat de cessibilité) portant clause de nantissement et revêtu d'une signature particulière de l'Acheteur, lui est adressé à cet effet.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement est la DIRECTRICE GENERALE du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE de LIMOGES.

ARTICLE 12 – RESILIATION DU MARCHE ET INDEMNITE DE RESILIATION

Le marché pourra être résilié selon les dispositions des articles 49 à 54 inclus du CCAG-travaux sans ouvrir droit à indemnité.

Le décompte de résiliation est arrêté par le Pouvoir Adjudicateur et notifié au titulaire dans les conditions fixées à l'article 51.2.3 du CCAG-travaux.

La résiliation réalisée en fonction de l'application d'une décision juridictionnelle n'ouvre pas droit à indemnité.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE – LAICITE ET NEUTRALITE

13.1 - CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (médicales, techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui auraient confié le C.H.U.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation lèserait gravement les intérêts du C.H.U., s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du C.H.U. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire ou toute technique relatif à l'activité du C.H.U., qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui

lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait du C.H.U. ou d'un tiers.

13.2 – LAICITE ET NEUTRALITE

En application de l'article 1-II de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, lorsqu'un contrat de la commande publique, au sens de l'article L. 2 du code de la commande publique, a pour objet, en tout ou partie, l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public.

ARTICLE 14 – CONFLITS D'INTERETS

Le Titulaire est tenu de s'assurer que chacun des membres de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations n'est pas en situation de conflit d'intérêts.

Dans le cas contraire, la ou les personne(s) concernée(s) au sein de l'équipe sont obligatoirement tenues de se déporter. Le Titulaire aura l'obligation de les remplacer sans délai dans l'exécution de la / des prestation(s), par des intervenants de profil équivalent ou supérieur (Séniorité, expérience...).

Si le Titulaire ne procède pas à ce remplacement ou si l'intervenant proposé en remplacement ne présente pas le profil requis, il pourra être procédé à la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire dans les conditions fixées à l'article 12.

Il en sera de même en cas de manquement répété du Titulaire aux obligations de prévention et de règlement des situations de conflit d'intérêts.

ARTICLE 15 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (R.G.P.D.)

15.1 - DEFINITION ET INTERPRETATION

- « **Données à caractère personnel** » désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement,

notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ;

- « **Responsable du traitement** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné ou les critères spécifiques applicables à sa désignation peuvent être prévus par le droit de l'Union ou par le droit d'un État membre;

- « **Service/ travaux** » désigne l'ensemble des obligations incombant au prestataire incluant la fourniture de services/ la réalisation de travaux ;

- « **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ;

- « **Violation de données à caractère personnel** » désigne une violation de la sécurité entraînant de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

15.2 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES

Les parties sont tenues au respect de la législation applicable en matière de protection des données conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi qu'au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit RGPD).

Les traitements de données personnelles réalisés par le maître d'ouvrage dans le cadre de cette procédure ont pour finalité d'assurer son bon déroulement et de contribuer à l'analyse des candidatures et des offres.

Les destinataires des données à caractère personnel sont exclusivement les personnes chargées de suivre l'exécution de la procédure.

Les données collectées lors de cette procédure seront conservées pendant une période minimale de 5 ans à compter de la date de signature du marché public, objet de la consultation.

Toute personne concernée par un traitement de données à caractère personnel dispose à tout moment d'un droit d'accès à ses données, d'un droit de rectification de ses données en les mettant à jour ou en les faisant rectifier, d'un droit à la limitation du traitement en sollicitant sa suspension, d'un droit d'opposition au traitement de ses données à caractère personnel, d'un droit à l'effacement en sollicitant la suppression des données à caractère personnel le concernant et d'un droit à la portabilité en récupérant ses données à caractère personnel afin d'en disposer.

La demande relative à l'exercice de ces droits s'effectue par mail à l'adresse suivante : DPO@chu-limoges.fr ou par courrier à adresser au CHU de Limoges, à l'attention du délégué à la protection des données, 2 avenue Martin Luther King 87042 LIMOGES Cedex. La politique de confidentialité et de protections des données personnelles du maître d'ouvrage peut être consultée également à l'adresse suivante : DPO@chu-limoges.fr.

ARTICLE 16 – DROIT ET LANGUE

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

ARTICLE 17 – LITIGES

Tout litige auquel pourrait donner lieu l'exécution du marché sera de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Limoges.

ARTICLE 18 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- Dérogation à l'article 4 du CCAG-travaux par l'article 2 du C.C.A.P. s'agissant de l'ordre de priorité des pièces contractuelles,
- Dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG-travaux par l'article 3.4.3 du C.C.A.P. s'agissant des révisions provisoires,
- Dérogation aux articles 19, 19.2.3, 19.3 du CCAG-travaux par l'article 4.3 du C.C.A.P. s'agissant du montant des pénalités,
- Dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-travaux par l'article 4.3 du C.C.A.P. s'agissant de l'exonération des pénalités,
- Dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux par l'article 9.5.6 du C.C.A.P. s'agissant des pénalités,
- Dérogation à l'art 12.3.2 du CCAG-travaux par l'article 10.2 du C.C.A.P. s'agissant de la transmission du projet de décompte final par le titulaire,
- Dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-travaux par l'article 10.2 du C.C.A.P. s'agissant de la notification au titulaire du décompte général,
- Dérogation à l'article 41.1 du CCAG-travaux par l'article 10.2 du C.C.A.P. s'agissant des opérations préalables à la réception,
- Dérogation aux articles 49 à 54 du CCAG-travaux par l'article 12 du C.C.A.P. s'agissant de l'indemnité de résiliation.